

FRANCINE BEST : UNE MILITANTE INFATIGABLE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a appris avec très grande tristesse la disparition le 8 avril 2022 de Francine Best, adhérente de longue date, membre de sa direction nationale de 1988 à 1994 et toujours active localement dans la fédération de la Manche qu'elle avait animée.

La LDH perd une femme remarquable alliant avec grande intelligence et humilité, combats intellectuels et engagements de terrain en faveur des droits de l'Homme et de l'éducation populaire.

Professeure de philosophie puis inspectrice générale de l'Education nationale, directrice de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) de 1982 à 1988, vice-présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) de 1991 à 1995, Francine Best a voué sa carrière professionnelle et ses engagements militants, avec la publication de nombreux ouvrages, à la promotion d'une éducation émancipatrice des enfants et adolescents, par une pédagogie de l'éveil autour de leurs droits et de leur citoyenneté, qu'elle déployera au niveau national dans ses responsabilités aux Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa) et à la Jeunesse en plein air (JPA) dont elle fut présidente mais aussi international comme présidente du Comité de liaison de la décennie des Nations unies pour l'éducation aux droits de l'Homme (1999-2005) et vice-présidente du Comité droits de l'Homme de la Commission nationale française (CNF) pour l'Unesco (1990-2009).

Ses travaux dans les sciences de l'éducation restent une référence pour toutes et tous, de même que son implication militante infatigable pour l'éducation aux droits de l'Homme et l'égalité des droits qui étaient pour elle nécessairement liées comme elle le montra par exemple dans son attachement aux zones d'éducation prioritaire.

Elle n'a jamais imaginé sa carrière sans militer. Enseignante en Algérie qu'elle voulait voir algérienne, Francine Best a été condamnée à mort par l'OAS. C'était aussi une militante féministe : elle a notamment fondé, en 1968, la section de la Manche du Planning familial. Elle mena aussi un combat pour les droits des étrangers notamment comme secrétaire générale de France terre d'asile (1998-2001) et la laïcité comme elle nous le démontra dans l'organisation du colloque organisé par la LDH pour le centenaire de la loi de 1905, à Cerisy-la-Salle : « 1905- 2005 : laïcité vivante ».

La LDH présente ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches et poursuivra le chemin qu'elle avait su si brillamment éclairer.

